

## Note de Synthèse

### Conseil Communautaire du 23/04/2015 à 19h

### Salle polyvalente de Mirabel et Blacons

#### 1. Approbation du compte rendu du 19 mars 2015

#### 2. Lancement de l'action et convention avec la CCVD pour la réalisation d'une étude sur le poids économique de la culture

Le Président explique que la culture représente sur le territoire de la Vallée de la Drôme un secteur très riche et dynamique avec près de 700 acteurs culturels. Le territoire, dans le cadre du périmètre du SMDVD, souhaite engager une étude afin de mesurer le poids économique de ce secteur à travers les « arts vivants » et les « arts plastiques ».

Les objectifs seront les suivants :

- avoir un éclairage actualisé de la culture sur le territoire, en termes d'emploi, d'approche de l'activité économique voire des fragilités des structures,
- identifier les besoins pour renforcer ou du moins maintenir son poids économique.

Il sera proposé de se focaliser sur les acteurs culturels qui créent, sous-entendu des événements artistiques, des arts plastiques sur place ou qui exportent. Sont considérés par :

- les arts vivants : les manifestations locales, les festivals d'envergure (Saoû chante Mozart, Crest Jazz Vocal et les compagnies qui créent sur place et exportent leur travail),
- les arts plastiques : les métiers d'art recensés artisanat usuel et les artistes plasticiens.

Cette étude sera réalisée par un groupement de 4 étudiants de l'école Polytech de Tours, en 4<sup>ème</sup> année de la section aménagement et développement local. Les stagiaires seront présents du mois d'avril à début juillet.

La CCVD serait maître d'ouvrage de l'opération et conventionnerait avec l'université.

#### Budget prévisionnel et plan de financement

Postes de dépenses	Montant des opérations HT
Frais de stage	12 000 €
<b>TOTAL</b>	<b>12 000 €</b>

Recettes	Montant de la subvention HT	Taux de subvention
Région (CDDRA)	6 000 €	50 %
CG 26	3 000 €	25 %
CCCPS	990 €	8,25 %
CCVD	2 010 €	16,75 %
<b>TOTAL</b>	<b>12 000 €</b>	<b>100 %</b>

***Il est proposé aux membres du Conseil Communautaire de lancer cette étude, d'approuver cette convention ainsi que la participation financière de la CCCPS pour la réalisation de cette étude et d'autoriser le Président à signer tous les actes afférents à cette décision.***

### **3. Désignation d'un délégué au SYTRAD**

Le Président explique que Paul VINDRY ne souhaite plus exercer ses fonctions au SYTRAD en tant que délégué et membre de la commission finances.

Le Président propose de désigner un nouveau délégué pour la CCCPS.

***Il est proposé de désigner un nouveau délégué en séance de conseil communautaire et d'autoriser le Président à signer tous les actes afférents à cette décision.***

### **4. STEP de St T SAUVEUR EN DIOIS**

Le Président explique que les travaux de la STEP de St Sauveur en Diois ont fait l'objet d'un marché public porté par le Conseil Général de la Drôme dans le cadre d'un mandat de maîtrise d'ouvrage. La commission d'ouverture des plis s'est réunie en date du 31 mars et a retenu l'offre du groupement composé de l'entreprise LIOTARD/EPURNATUR pour un montant de travaux à hauteur de 78 357,93 € HT. La proposition retenue engendre un investissement moins important que celui prévu et devrait générer moins de temps de travail pour l'agent intercommunal. Néanmoins, il faudra procéder à une prestation de service d'hydro-curage deux fois par an.

***Il est demandé au Conseil Communautaire, et ce malgré la délibération instaurant les délégations au Président, de valider l'attribution du marché de travaux pour la construction de la STEP à St Sauveur en Diois au groupement d'entreprise LIOTARD/EPURNATUR et d'autoriser le Président à signer le marché ainsi que les actes afférents à cette délibération.***

### **5. Tarif de la piscine intercommunale**

Le Président explique que la piscine ouvrira ses portes de juin à fin août. En effet, la piscine accueille les scolaires pendant le mois de juin (un questionnaire de réservation sera envoyé prochainement à toutes les écoles de notre territoire).

L'ouverture au public se fera le samedi 6 juin jusqu'au 30 août.

La CCCPS dans le cadre de la compétence sportive et la gestion de la piscine intercommunale doit fixer les tarifs d'entrée du public.

Depuis plusieurs années, les tarifs proposés sont restés inchangés.

Compte tenu de l'inflation, mais aussi de la volonté de conserver un tarif attractif pour permettre l'accessibilité au plus grand nombre, il est proposé une augmentation de 10 % du tarif proposé pour l'entrée et la carte adulte.

Aussi, le Président et le Bureau proposent au Conseil Communautaire les tarifs suivants :

	Proposition tarifs 2015 en €
tarif à l'unité adulte	2,2
tarif à l'unité enfant	1
abonnement 10 entrées adultes	18
abonnement 10 entrées enfants	8

***Il est demandé au Conseil Communautaire de se positionner sur ces nouveaux tarifs et d'autoriser le Président à signer tous les actes afférents à cette décision.***

## **6. Participation aux travaux de l'espace Gaston BUIS/ MJC Nini Chaize**

Le Président explique que la commune d'Aouste sur Sye a sollicité la CCCPS dans le cadre des travaux de réhabilitation de l'espace Gaston BUIS pour installer la MJC Nini Chaize dans des locaux adaptés à l'activité.

La demande concerne une aide financière, dans le cadre de la compétence jeunesse de la CCCPS, visant à fournir à la commune un co-financement public pour ce projet d'investissement.

L'ex CCC était propriétaire d'un tènement foncier situé dans le village d'Aouste sur Sye et il est proposé que la CCCPS procède à une dation<sup>1</sup> auprès de la commune de ce terrain d'une surface de 549 m<sup>2</sup>. Il s'agit d'un terrain en bord de Drôme, à côté de la crèche des Tchoupinets et classé en emplacement réservé comme jardin public. Un avis des domaines a été proposé à hauteur de 35 000 €.

***Il est proposé au Conseil Communautaire d'acter la participation de la CCCPS à l'investissement de l'Espace Gaston BUIS en donnant ce terrain d'une valeur de 35 000 € (estimation des services des domaines), dans le cadre d'une dation ou de tout autre acte juridique permettant la donation. L'acte juridique se fera par acte administratif (ou notarié en cas d'impossibilité) à la charge des deux collectivités répartie proportionnellement. Par conséquent, il est demandé au Conseil Communautaire d'autoriser la Vice-Présidente en charge du Social, Marie Christine DARFEUILLE de signer cet acte administratif (car le Président fera office de Notaire et ne pourra alors pas signer l'acte) et d'autoriser le Président à signer tous les actes afférents à cette décision.***

## **7. Création de logements sociaux : demande de financement de l'Habitat Dauphinois**

Le Président explique que la coopérative HLM Habitat Dauphinois a un projet de création de 4 logements sociaux sur la Commune d'Aouste-sur-Sye, lieu-dit Souvion. Ce projet, dont les travaux devraient débiter à l'automne 2015 rentre dans le cadre d'un appel d'offres réalisé avec DAH pour la conception et la construction de 100 maisons bois par an pendant 3 ans (du T3 au T5).

Le projet d'Aouste sur Sye sera composé de 4 maisons T4 en R+I dont 3 PLUS (Prêt Locatif à Usage Social) et 1 PLAI (Prêt Locatif Aidé d'Intégration).

<sup>1</sup> La "dation en paiement" est une opération juridique par laquelle, en paiement de tout ou partie du montant de sa dette, un débiteur cède la propriété d'un bien ou d'un ensemble de biens lui appartenant.

Le PLH applicable sur le territoire de la commune prévoit une aide à la création de 8 logements sociaux par an à hauteur de 1 500 €/logement. Cette aide est soumise à deux critères :

- la qualité sociale, environnementale et architecturale du projet,
- la localisation.

Au vu des critères présentés par ce projet : maison ossature bois, poêle à granulés, performance énergétique RT 2012 - 10 %, logements proposés à la vente au locataire au bout de 9 ans..., le Bureau propose d'accorder une subvention à Habitat Dauphinois de 6 000 €.

***Il est demandé au Conseil Communautaire de se positionner sur l'attribution de cette subvention de 6000 € à l'Habitat Dauphinois***

## **8. Elaboration du SCOT**

Le Président explique que la loi ALUR instaure notamment l'urbanisation limitée en absence de SCOT : « **En l'absence de SCOT au 1er janvier 2017, la création ou l'ouverture à l'urbanisation de zones AU délimitées dans les PLU après le 1er juillet 2002 et nécessitant une modification ou une révision dudit PLU n'est plus autorisée.** » La loi indique qu'un SCOT doit être élaboré au minimum avec 2 EPCI.

Cela aura des conséquences très concrètes sur les projets intercommunaux et communaux (blocage des projets de zones d'activités, impossibilité d'accueil des nouvelles populations...).

Le Président indique que durant ces dernières années le sujet de l'élaboration du SCOT a été débattu au sein des anciennes structures. Une rencontre a eu lieu avec la CCVD il y a quelques mois pour avancer sur ce projet, la CCVD nous indiquant qu'elle souhaiterait élaborer le SCOT avec la CCCPS.

Le Président indique qu'élaborer un document de planification (dont le SCOT) c'est :

- élaborer un projet de territoire, une vision pour l'avenir du territoire partagée avec les habitants,
- anticiper et gérer l'évolution du territoire dans le temps et dans l'espace (définir une vision globale et transversale du territoire, se projeter dans le temps).

Ainsi, le SCOT permet de conforter le projet de territoire (moyens d'actions, prescriptions...), gagner en efficacité (calibrer, rationaliser, économiser), gagner en qualité de paysages, de conditions de vie (services, activités, emplois)...

Vu l'article L. 122-3 du Code de l'Urbanisme qui définit les critères et les conditions de détermination des périmètres SCOT, la commission aménagement et le Bureau proposent au Conseil Communautaire de délibérer pour demander au Préfet de créer un périmètre de SCOT intégrant la CCCPS. « Le périmètre retenu doit permettre la mise en cohérence des questions d'urbanisme, d'habitat, de développement économique, de déplacements et d'environnement. »

La commission propose pour une question de cohérence et d'efficacité de proposer le périmètre du SCOT sur la CCCPS et la CCVD et invite la CCD à réfléchir à intégrer le projet de SCOT afin de travailler à l'échelle du bassin versant de la Drôme.

***Il est demandé au Conseil Communautaire de se positionner sur l'élaboration du SCOT et le périmètre cohérent.***

## **9. Promotions internes/ Avancement de grade**

Le Président explique que lors du Conseil Communautaire du 25 septembre 2014, l'Assemblée délibérante a mis en place un taux de promotion à 100 % pour les avancements de grade.

Suite aux notations et aux propositions afin d'améliorer la carrière des agents et les soutenir dans leur engagements professionnels pour la Communauté de Communes, la Commission Administrative Paritaire a rendu un avis :

- au service technique, en catégorie C, un agent au grade d'Adjoint Technique de 1<sup>ère</sup> classe, à temps complet, peut prétendre à l'avancement au grade d'Adjoint Technique Principal 2<sup>ème</sup> classe,
- au service social, en catégorie C, un agent au grade d'Auxiliaire Puériculture de 1<sup>ère</sup> classe, à temps non complet de 30h/sem., peut prétendre à l'avancement au grade d'Auxiliaire Puériculture Principal 2<sup>ème</sup> classe,
- au service social – sport, en catégorie B, un agent au grade d'Educateur Territorial des Activités Physiques et Sportives (ETAPS), à temps complet, peut prétendre à l'avancement au grade d'Educateur des Activités Physiques et Sportives Principal de 2<sup>ème</sup> classe.

Le Président propose donc de créer trois postes :

- 1 poste à la filière technique, en catégorie C, au cadre d'emploi d'Adjoint Technique, et au grade d'Adjoint Technique Principal 2<sup>ème</sup> classe, poste permanent à temps complet, à compter du 1<sup>er</sup> juin 2015,
- 1 poste à la filière médico-social, en catégorie C, au cadre d'emploi d'Auxiliaire Puériculture Territorial, et au grade d'Auxiliaire Puériculture Principal 2<sup>ème</sup> classe, poste permanent à temps non complet de 30h/sem., à compter du 1<sup>er</sup> juin 2015,
- 1 poste à la filière sportive, en catégorie B, au cadre d'emploi d'Educateur Territorial des Activités Physiques et Sportives, et au grade d'Educateur des Activités Physiques et Sportives Principal de 2<sup>ème</sup> classe, poste permanent à temps complet, à compter du 1<sup>er</sup> juin 2015.

Et de fermer trois postes :

- 1 poste à la filière technique, en catégorie C, au cadre d'emploi d'Adjoint Technique, et au grade d'Adjoint Technique de 1<sup>ère</sup> classe, poste permanent à temps complet, à compter du 1<sup>er</sup> juin 2015 ;
- 1 poste à la filière médico-social, en catégorie C, au cadre d'emploi d'Auxiliaire Puériculture Territorial, et au grade d'Auxiliaire Puériculture de 1<sup>ère</sup> classe, poste permanent à temps non complet de 30h/sem, à compter du 1<sup>er</sup> juin 2015 ;
- 1 poste à la filière sportive, en catégorie B, au cadre d'emploi d'Educateur Territorial des Activités Physiques et Sportives, et au grade d'Educateur Territorial des Activités Physiques et Sportives (ETAPS), poste permanent à temps complet, à compter du 1<sup>er</sup> juin 2015 ;

Les effectifs restent constants et le tableau des effectifs sera le suivant :

Filière	C a t é g o r i e	Cadres d'emplois	Grades		
				Nombre de poste	Temps de travail / EPT
Administrative	A	Attaché territorial	Attaché principal	1	Temps complet
Administrative	A	Attaché territorial	Attaché principal contractuel	1	Non complet 15%
Administrative	A	Attaché territorial	Attaché	1	Temps complet
Administrative	A	Attaché Territorial	Attaché contractuel	1	Temps complet
Administrative	A	Attaché territorial	attaché contractuel	1	Temps complet
Administrative	A	Attaché territorial	attaché contractuel	1	Temps complet
Administrative	A	Attaché territorial	Attaché contractuel	2	Temps complet
Administrative	A	Attaché Territorial	Attaché contractuel	1	32h

Administrative	A	Attaché Territorial	Attaché contractuel	I	Temps complet
Administrative	B	Rédacteur Territorial	Rédacteur	I	Temps complet
Administrative	C	Adjoint administratif	Adjoint administratif principal 2ème classe	I	Temps complet
Administrative	C	Adjoint administratif	Adjoint administratif principal 2ème classe	I	Temps complet
Administrative	C	Adjoint administratif	Adjoint administratif principal 2ème classe	I	Temps complet
Administrative	C	Adjoint administratif	Adjoint administratif 1ère classe	I	Temps complet
Administrative	C	Adjoint administratif	Adjoint administratif 1ère classe	I	Temps complet
Administrative	C	Adjoint administratif	Adjoint administratif 1ère classe	I	Temps complet
Administrative	C	Adjoint administratif	Adjoint administratif 2ème classe	I	Temps complet
Administrative	C	Adjoint administratif	Adjoint Administratif 2ème classe contractuel	I	30h
Administrative	C	Adjoint administratif	Adjoint Administratif 2ème classe contractuel	I	Temps complet
		<b>TOTAL DE LA FILIERE ADMINISTRATIVE :</b>		<b>20</b>	
Technique	B	Technicien	Technicien principal 1ère classe	I	Temps complet
Technique	C	Agent de maîtrise	Agent de maîtrise	I	Temps complet
Technique	C	Adjoint technique	Adjoint technique principal 2ème classe	I	Temps complet
<b>Technique</b>	<b>C</b>	<b>Adjoint technique</b>	<b>Adjoint technique principal 2ème classe</b>	<b>I</b>	<b>Temps complet</b>
Technique	C	Adjoint technique	Adjoint technique 1ère classe	I	Temps complet
Technique	C	Adjoint technique	Adjoint technique 1ère classe	I	Temps complet
<b>Technique</b>	<b>C</b>	<b>Adjoint Technique</b>	<b>Adjoint technique 1ère classe</b>	<b>0</b>	<b>Temps complet</b>
Technique	C	Adjoint technique	Adjoint technique 2ème classe	I	Temps complet
Technique	C	Adjoint technique	Adjoint technique 2ème classe	I	6h00
Technique	C	Adjoint technique	Adjoint technique 2ème classe	I	Temps complet
Technique	C	Adjoint technique	Adjoint technique 2ème classe	I	Temps complet
Technique	C	Adjoint technique	Adjoint technique 2ème classe	I	Temps complet
Technique	C	Adjoint technique	Adjoint technique 2ème classe	I	Temps complet
Technique	C	Adjoint technique	Adjoint technique 2ème classe	I	Temps complet
Technique	C	Adjoint Technique	Adjoint technique 2ème classe	I	Temps complet
Technique	C	Adjoint Technique	Adjoint technique 2ème classe contractuel	I	27h30
Technique	C	Adjoint Technique	Adjoint technique 2ème classe	I	Temps complet

		<b>TOTAL DE LA FILIERE TECHNIQUE :</b>		<b>17</b>	
Sociale	B	Educateur jeunes enfants	Educateur jeunes enfants	1	28h
Sociale	B	Educateur jeunes enfants	Educateur jeunes enfants	1	Temps complet
Sociale	B	Educateur jeunes enfants	Educateur jeunes enfants contractuel	1	17h30
Sociale	C	Agents sociaux	Agents sociaux 2è classe	4	Temps complet
Sociale	C	Agents sociaux	Agents sociaux 2è classe	2	32h
Sociale	C	Agents sociaux	Agents sociaux 2è classe contractuel	1	30h
Sociale	C	Agents sociaux	Agents sociaux 2è classe contractuel	1	30h
		<b>TOTAL DE LA FILIERE SOCIALE :</b>		<b>11</b>	
Médico-social	C	Auxiliaire puéricultrice territorial	Auxiliaire puéricultrice Principal 2ème classe	1	30h00
Médico-social	C	Auxiliaire puéricultrice territorial	Auxiliaire puéricultrice 1ère classe	0	30h00
Médico-social	C	Auxiliaire puéricultrice territorial	Auxiliaire de puéricultrice contractuel	1	Temps complet
Médico-Social	A	Infirmier en soins généraux	Infirmière contractuel	1	10h30
		<b>TOTAL DE LA FILIERE MEDICO-SOCIALE :</b>		<b>3</b>	
Animation	C	Adjoint animation	Adjoint animation 2è classe contractuel	1	22h75
Animation	C	Adjoint animation	Adjoint animation 2è classe contractuel	1	20h00
Animation	C	Adjoint animation	Adjoint animation 2è classe contractuel	1	15h50
Animation	C	Adjoint animation	Adjoint animation 2è classe contractuel	1	11h50
Animation	C	Adjoint animation	Adjoint animation 2è classe contractuel	1	11h00
Animation	C	Adjoint animation	Adjoint animation 2è classe contractuel	1	10h00
Animation	C	Adjoint animation	Adjoint animation 2è classe	1	Temps complet
		<b>TOTAL DE LA FILIERE ANIMATION :</b>		<b>7</b>	
Sportive	B	Educateur Territorial des Activités Physiques et Sportives (ETAPS)	Educateur Territorial des Activités Physiques et Sportives Principal de 2è classe (ETAPS)	1	Temps complet
Sportive	B	Educateur Territorial des Activités Physiques et Sportives (ETAPS)	Educateur Territorial des Activités Physiques et Sportives (ETAPS)	0	Temps complet
		<b>TOTAL DE LA FILIERE SPORTIVE :</b>		<b>1</b>	

***Il est demandé au Conseil Communautaire de se positionner sur la création de ces postes pour les avancements de grade, de la fermeture des postes suite à l'avancement de grade et de valider le nouveau tableau des effectifs et d'autoriser le Président à signer tous les actes afférents à cette décision.***

## **10. Convention avec la Préfecture de la Drôme pour la dématérialisation des actes administratifs**

Le Président explique que le décret n° 2005-324 dispose que la collectivité territoriale qui choisit d'effectuer par voie électronique la transmission de tout ou partie des actes soumis au contrôle de légalité doit signer une convention avec la Préfecture comprenant la référence du dispositif homologué de télétransmission et prévoyant notamment :

- La date de raccordement de la collectivité à la chaîne de télétransmission ;
- La nature et les caractéristiques des actes transmis par la voie électronique ;
- Les engagements respectifs de la collectivité et du Préfet pour l'organisation et le fonctionnement de la télétransmission ;
- La possibilité, pour la collectivité de renoncer à la transmission par voie électronique et les modalités de cette renonciation.

***Il est demandé au Conseil Communautaire d'autoriser le Président de mettre en œuvre cette procédure de dématérialisation des actes administratifs, de signer la convention avec la Préfecture de la Drôme et d'autoriser le Président à signer tous les actes afférents à cette décision.***